

EDITORIAL

PIERRE TARTAKOWSKY,
président de la LDH

La République

Le résultat des élections départementales nous est inconnu, au moment où nous écrivons. Mais ce n'est hélas pas prendre un grand risque que d'avancer qu'il sera globalement catastrophique. D'abord, parce que le pourcentage des abstentionnistes validera, une fois encore, le désamour profond qui préside au retrait d'un nombre toujours plus important de nos concitoyens de la sphère électorale. Ce retrait se tisse de désaveux, d'amertume et de frustration face à une pratique du pouvoir qui semble soit incapable de conduire le changement, soit pressée de l'exclure, alors même que sa légitimité repose sur cette promesse première de changements rapides, profonds, porteurs d'égalité et de justice.

Ensuite, parce que le score du Front national vaachever d'en faire une force incontournable, sur la base à la fois d'une vaste escroquerie et d'un glissement inquiétant de valeurs. La première consiste à prétendre avoir changé de nature, en rejoignant le cercle des valeurs républicaines ; le second est attesté par la parole réelle des candidats du Front national, parole qui, dégagée de tout fard politiquement correct, exude un nationalisme sans rapport avec la nation, pétri de haine et d'exclusion. Enfin – mais cette fin risque de n'être qu'un douloureux commencement dont la suite, déjà, frappe à la porte des élections régionales –, l'ébranlement de la représentation qui en résultera va précipiter des reclassements autour d'un axe déporté sur la droite de l'échiquier politique, et accentuer le sentiment de bricolage affolé qui aura dominé le débat public dans la campagne électorale. Bricolage, le recours au 49-3 pour pallier un manque de majorité parlementaire sur un projet de loi aux allures louches de fourre-tout libéral ; bricolage encore, cette déclaration d'un Premier ministre fustigeant « l'apartheid » des cités populaires pour se tourner vers

le secteur privé de la construction et le prier de résoudre le problème ; bricolage toujours, cette prise en compte soudaine de la ruralité et de l'importance des services publics, suivie de la proposition de confier tout cela aux bureaux de poste transformés en maisons de services rendus au public ; bricolage, ces confidences assourdissantes de Manuel Valls sur sa « peur » face au FN et... au silence des intellectuels. Cette façon aimable de les rendre responsables d'une catastrophe annoncée revient aussi à occulter tout examen de conscience du gouvernement sur son bilan et sur ses politiques de gribouille...

Préférer l'action citoyenne à la confusion politique

C'est souvent dans ces moments affolés, aiguillonnés par le sentiment coupable de ne pas être à la hauteur des défis de l'Histoire que le bricolage, l'ajustement précipité traduisent un inexprimé, un inconscient souvent ravageur. Cette mécanique se lit hélas pleinement dans les gestions politiques des attentats terroristes de janvier. Face à la montée insupportable des expressions et actes racistes et antisémites, le gouvernement semble vouloir aller vite, montrer qu'il est sur la brèche, quitte à faire flèche de tout bois. Cette précipitation l'amène ici à publier sur un site ministériel un texte dont le contenu s'avère hautement problématique ; à promettre des « *formations à la laïcité* » de quelques heures, vite fait, mal fait ; à proposer, enfin, une réforme dangereuse de la loi de 1881, en proposant que les délits d'insultes racistes en soient retirés. Cette proposition est plus qu'inquiétante. Au-delà d'un débat de droit aux aspects techniques, disons que la loi de 1881 permet de réprimer le racisme sans mettre en danger la liberté d'expression. Cet équilibre délicat et vital pour la démocratie ne sortirait pas



Le seul antidote efficace aux tensions multiples et aux replis est une laïcité qui tienne la promesse républicaine de liberté de conscience et d'opinion, d'égalité de droits, de fraternité universelle, avec ce que cela suppose de politiques publiques contre l'antisémitisme, l'islamophobie, le racisme et toutes les discriminations.



à faire vivre

indemne de la réforme gouvernementale. Pour illustrer la chose en soulignant son caractère dangereux et paradoxalement, disons qu'avec une telle modification, *Charlie Hebdo* n'aurait jamais passé les cents premiers jours de son existence. La même mesure prise à l'encontre de « l'apologie du terrorisme » a donné des catastrophes qui ont rabaisé la justice, focalisé un sentiment d'injustice et d'absurdité chez tous ceux – gamins ou enseignants – qui se sont trouvés poursuivis. D'autres pistes seraient à explorer, dont beaucoup passent par le fait que des moyens soient alloués à la police, à la justice et aussi aux associations qui font, depuis des décennies, un travail de veille, d'alerte et de poursuite, tous acteurs de la société civile qui n'ont pas attendu les départementales pour avoir peur mais qui, surtout, ne se sont pas contentés de porter cette peur en sautoir, préférant l'action citoyenne à la confusion politique.

Confusion dont la laïcité ne cesse d'être l'otage, au rythme même des « peurs » proclamées. Ainsi a-t-on vu resurgir deux nouveaux projets de loi, l'un portant sur l'interdiction du voile pour les assistantes maternelles du secteur privé ainsi qu'un autre visant à interdire le voile – obsession, quand tu nous tiens – à l'université. Comment ne pas prononcer le terme « islamophobie » ? Comment ne pas hurler que cela suffit et que la laïcité n'a rien, mais rien du tout à voir avec un harcèlement visant à parquer – le mot n'est pas trop fort – les musulmans (ou considérés comme tels) dans des arrière-cours aveugles et invisibles de la République ? On pourrait presque se contenter de hausser les épaules s'il n'y avait, à la clé, beaucoup de souffrances individuelles et si la situation n'était pas déjà gravement marquée par des dynamiques d'ethnicisation du débat public. Or, nous sommes en plein dedans.

Dans un pays où l'on tue des juifs parce qu'ils sont juifs et où les musulmans – singulièrement les musulmanes – sont ciblé(e)s par des politiques publiques attisant discriminations et vindicte publique, il faudrait faire mieux, quitte à se résigner à être courageux.

Repousser le piège des fragmentations

La fraternité, l'ensemble de ces règles, lois, modes de vie qui font d'un territoire, notre pays, et de notre destin une aventure commune sont des moteurs puissants, on l'a mesuré en janvier dernier. Cela devrait permettre de repousser le piège des fragmentations et des concurrences. Cela passe par d'autres politiques sociales et économiques, qui restituent à l'Etat les moyens de faire vivre les valeurs de la République. Cela passe également par une rupture nette avec les hystéries laïquistes agitées par une poignée de boutefeux. Dans le contexte de pluralisme culturel qui est le nôtre, le seul antidote efficace aux tensions multiples et aux replis est une laïcité qui s'appuie sur une mémoire partagée et qui tienne la promesse républicaine de liberté de conscience et d'opinion, d'égalité de droits, de fraternité universelle, avec ce que cela suppose de politiques publiques contre l'antisémitisme, l'islamophobie, le racisme et toutes les discriminations. C'est autour de cet engagement que la LDH, face aux turbulences à venir, fidèle à son histoire, entend développer son activité associative et d'éducation populaire, dans les écoles, les terrains de sport et les quartiers, autour des camps de Roms et aux côtés des sans-papiers, pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes... Partout où les libertés sont à défendre, les droits à protéger, la République à faire vivre. ●